



Le 28 mars 2008

**OBSERVATIONS DE TDF SUR LE PROJET DE
DÉCISION DE L'ARCEP EN DATE DU 28 FÉVRIER
2008 PORTANT SUR LES OBLIGATIONS DE
COMPTABILISATION DES COÛTS ET DE
SÉPARATION COMPTABLE IMPOSÉES A TDF**

Le 30 novembre 2007, l'ARCEP a mis en consultation un projet de décision de séparation comptable et de comptabilisation des coûts de TDF, en application des mesures d'analyses du marché 18 en France (décisions 06-0160 et 06-0161 de l'ARCEP).

Le 7 janvier 2008, TDF y a répondu. De manière générale, la position exprimée par TDF dans cette réponse demeure.

Plus précisément, TDF, dans sa réponse en date du 7 janvier 2008, avait exposé en quoi une segmentation géographique des comptes de résultats, associée à des considérations concurrentielles sur la présence éventuelle de subventions croisées « abusives » entre zones géographiques, revenaient de fait, mais sans démonstration, à redéfinir en le segmentant le périmètre du marché pertinent régulé.

TDF estimait par ailleurs que cette segmentation du marché était disproportionnée, au regard de la taille du marché, des doctrines et pratiques de l'ARCEP dans tous les autres marchés télécoms, ainsi qu'au regard de l'état ou du degré de régulation existant dans tous les autres marchés audiovisuels européens, alors que le marché français est de fait l'un des seuls sur lequel un opérateur de réseau puisse rentrer simplement.

Enfin, TDF insistait sur le fait que la publication d'éléments chiffrés non seulement ne produirait pas d'effets positifs sur la concurrence, mais encore désavantagerait le groupe TDF notamment vis-à-vis de tous ses homologues et concurrents européens qui, régulés ou non, ne sont pas soumis à ces contraintes.

Le 28 février 2008, l'ARCEP a mis en consultation un second projet de décision de séparation comptable et de comptabilisation des coûts, dans lequel, l'état de restitution par phase de déploiement de la TNT a certes disparu, mais au profit d'une segmentation géographique encore plus détaillée, à l'échelle de chaque site de diffusion pour les premières phases de déploiement de la TNT.

TDF note que l'Autorité a bien entendu ses remarques concernant l'état de restitution par phase de déploiement de la TNT.

Les mentions aux éventuelles subventions croisées « abusives » entre sites et à tous les autres raisonnements concurrentiels par lesquels l'ARCEP justifiait, sans la nommer, une segmentation du périmètre du marché pertinent ont également disparu de ce projet.

Néanmoins, si l'expression des motivations concurrentielles a certes disparu du projet et si les fiches « granularité » ont été renommées et déplacées vers la section « comptabilisation des coûts », des éléments de coûts et de revenus sont non seulement toujours demandés à une échelle subnationale, mais aussi maintenant à l'échelle des sites pour les premières phases de déploiement de la TNT.

Cette poursuite de la segmentation géographique est complétée par la transmission site à site des protocoles de cessions interne. Elle permet à l'Autorité d'examiner des comptes séparés site à site.

Or, cette restitution d'éléments de coûts, de revenus et de contractualisation interne, permettant l'obtention de comptes séparés site à site, ne permettra pas d'apporter d'éléments complémentaires de contrôle tarifaire et, a contrario, ajoute une complexité disproportionnée avec la production d'éléments de coûts et de revenus détaillés, dont les chiffres atteindront parfois à peine quelques dizaines de k€.

TDF demande par conséquent à l'Autorité de limiter ses demandes d'établissement d'états rapprochant des données de coûts de données de revenus au périmètre géographique du marché pertinent qu'elle a défini dans sa décision n° 06-0160 du 6 avril 2006, c'est-à-dire le périmètre national.

Concernant les obligations de publication, TDF se félicite que l'ARCEP ait modifié son projet et ne demande plus de publication d'éléments chiffrés, mettant ainsi TDF sur un pied d'égalité par rapport à ses principaux homologues étrangers et évitant le risque d'« effet pervers sur la concurrence compte-tenu notamment du faible nombre d'acheteurs ».

Néanmoins, et compte-tenu des motivations avancées par l'Autorité elle-même, TDF considère que **la publicité relative à l'audit réglementaire devrait se limiter à la seule publication de l'attestation de conformité, mais ne devrait en rien concerner une synthèse du rapport d'audit, surtout si celui-ci devait contenir des éléments chiffrés.**

TDF note enfin que l'ARCEP demande une restitution des comptes de TDF en coûts de remplacement en filière : « *La méthode des coûts de remplacement en filière apparaît donc comme la méthode la plus appropriée pour valoriser les actifs en capital de TDF dans leur globalité.* » Toutefois, l'Autorité ajoute : « *À l'inverse, la méthode des coûts historiques paraît davantage adaptée à la tarification de l'accès à une infrastructure essentielle.* »

Sans entrer dans le débat relatif aux infrastructures essentielles, théorie qui ne s'applique pas aux sites hertziens pour lesquels la concurrence soit existe, soit peut exister, TDF tient à souligner qu'en tout état de cause, l'existence d'éventuelles infrastructures essentielles ne justifie pas une valorisation en coûts historiques.

Ainsi, dans ses derniers travaux de 2005 sur la tarification de la boucle locale cuivre, l'ARCEP, jugeant cette infrastructure essentielle¹, notait pour autant que sa tarification devait permettre non seulement de rémunérer le capital immobilisé, mais d'engager aussi les investissements nécessaires à son entretien, au bénéfice de moyen terme pour tous les services utilisant ces infrastructures, et *in fine* les consommateurs de ces services.

Pour ce faire, l'Autorité a décidé d'adopter pour la tarification de la boucle locale cuivre une méthode de coûts courants économiques reposant sur un calcul d'annuités constantes.

L'Autorité précisait alors combien les coûts historiques étaient inadaptés à la tarification de cette infrastructure essentielle :

« La méthode des coûts historiques procure une faible annuité à court terme, favorable aux consommateurs. Cependant, elle ne tient pas compte de l'évolution des prix et ne garantit pas le remplacement des actifs pour maintenir le réseau en bon état et assurer la continuité des services aux clients finals : elle est donc défavorable à long terme.

Les méthodes de coûts courants et d'amortissement économique corrigent les effets de l'évolution des prix et permettent ainsi un maintien du réseau en bon état, ce qui est favorable au consommateur à long terme. »

¹ Notamment : « *cette infrastructure constitue donc aujourd'hui une facilité essentielle pour les opérateurs souhaitant notamment produire des offres haut débit.* »

Dans sa décision², l'Autorité notait par ailleurs que la plupart des contributeurs, y compris des économistes reconnus (Martin Cave et Europe Economics) n'avaient pas recommandé les coûts historiques.

TDF partage l'avis précédent de l'ARCEP et celui des économistes, qui considèrent en effet que des coûts historiques issus d'une comptabilité ne reflètent en aucun cas une valeur économique et ne permettent pas à une entreprise d'assurer les investissements d'entretien nécessaires à la pérennité de l'utilisation de ses infrastructures.

Pour TDF, seules des méthodes de coûts de remplacement ou de coûts courants économiques peuvent donner un signal de coût pertinent économiquement.

TDF remercie l'Autorité pour l'attention qu'elle apportera aux observations complémentaires formulées et se tient à la disposition de l'Autorité si nécessaire.

² 05-0834 du 15 décembre 2005